

Malgré le changement climatique, le monde de l'élevage s'accroche à ses volumes de production

PAR NICOLAS CHEVIRON
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 10 OCTOBRE 2021

Au sommet de l'élevage, cette semaine à Clermont-Ferrand, le changement climatique n'est plus un tabou. Des exploitants s'engagent sur la voie d'une réduction des gaz à effet de serre. Mais pas question de remettre en cause le dogme productiviste dominant.



Au sommet de l'élevage, à Cournon (Puy-de-Dôme) du 5 au 8 octobre 2021. © Nicolas Cheviron / Mediapart

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). – « *Il ne faut pas montrer les agriculteurs du doigt. Moi, je dis, protégeons les agriculteurs, parce que, quand nous serons partis, il sera trop tard.* » Pierre Besançon, éleveur de 220 vaches laitières en Haute-Saône, est un vieux de la vieille. Quarante ans de métier. Il ne croit guère au changement climatique.

« *La nature est une grande dame, ça va bien s'arranger* », assure-t-il. Et, clairement, il croit encore moins à la nécessité de réformer son mode de production pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de son exploitation. À la simple évocation du « **Pacte vert** » que tente de mettre en place l'Union européenne dans le but d'atteindre la neutralité carbone du continent d'ici 2050, l'exploitant hoquète, avant de lâcher une salve d'imprécations dans laquelle on distingue les mots « *incapables* », « *inopérants* » et « *inadaptés* ».

Cette image d'Épinal du paysan bougon et viscéralement rétif à tout ce qui ressemble de près ou de loin à un « écolo », il faut cependant chercher longtemps pour la trouver sous les gigantesques chapiteaux du Sommet de l'élevage, la grand-messe

annuelle de la profession, avec plus 1 500 exposants et quelque 2 000 ruminants en présentation, qui s'est tenu du mardi 5 au vendredi 8 octobre à Cournon, dans la périphérie de Clermont-Ferrand.

L'éleveur du XXI^e siècle est plutôt sensible à la question climatique et cherche des remèdes. Éleveur laitier dans le Cantal, Benjamin Meilhoc possède avec son père 50 laitières de race montbéliarde. « *Le changement climatique, je suis en plein dedans, clame le jeune agriculteur. Cela fait trois ans qu'on est dans le dur, avec des années vraiment sèches, des ruptures de pâturage pendant l'été, alors que dans le Cantal, d'habitude, les vaches ont de l'herbe tout le temps.* »



Au sommet de l'élevage, à Cournon (Puy-de-Dôme) du 5 au 8 octobre 2021. © Nicolas Cheviron / Mediapart

Contraint d'acheter du fourrage, le président de la filière du fromage Cantal s'est tourné vers de nouveaux systèmes de culture : cultures intercalées entre deux cultures principales, méteil—c'est-à-dire association de plusieurs graminées et légumineuses—, nouvelles variétés fourragères plus productives sur un laps de temps plus court...

D'autres vont plus loin, en commandant un bilan carbone de leur exploitation. **Les rapports** du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) évaluent en effet à 23 % la part des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) liée à l'agriculture et à l'utilisation des terres. Elles atteignent 19% en France, selon le **Rapport de l'État sur l'environnement**. L'élevage à lui seul représente environ 8,5% des émissions françaises de GES, en raison principalement du méthane dégagé par les bêtes.

Associé depuis avril 2020 avec son père et son frère à Roannes-Saint-Mary, dans le Cantal, Benoît Théron, 26 ans, a fait réaliser en mai dernier un diagnostic

carbone de la ferme familiale - 350 hectares de terres dédiées à l'élevage de 250 vaches limousines et au châtaignier bio.

Le jeune homme a fait ses calculs : une exploitation plus vertueuse sur le plan environnemental peut s'avérer profitable. *« Ce qui nous a poussés à aller dans cette démarche, c'est une motivation économique, parce que les progrès sur les GES sont souvent corrélés à une augmentation de la productivité de l'élevage, explique-t-il sans faux-semblants. D'autre part, nous commercialisons une partie de notre production en circuit court, et pour communiquer auprès de nos acheteurs, c'est très intéressant de montrer qu'on est dans une démarche vertueuse vis-à-vis de l'environnement. »*

À l'issue d'une phase d'adaptation de cinq ans et d'un audit final, l'éleveur recevra, s'il est parvenu à réduire son empreinte carbone, un « **label bas-carbone** » et pourra participer à des appels à projets qui lui permettront de vendre des crédits-carbone à destination d'entreprises émettrices de CO₂.

À charge pour lui de progresser d'ici 2026 sur quatre leviers d'action : l'allongement de 15 jours de la durée de pâturage de ses bêtes, la diminution de l'âge du vêlage par la génétique, un meilleur ciblage pour la fertilisation chimique des prairies, et le remplacement du soja importé par du colza français dans l'alimentation. La plantation de nouveaux châtaigniers et de haies, pour une meilleure absorption du carbone, complète le dispositif.

Celui-ci devrait permettre aux Théron de faire baisser leurs émissions carbone de 377 tonnes sur cinq ans. Pourtant, rapporté à la taille de l'exploitation, l'objectif fixé semble bien décevant : *« Nous devons passer à 17,3 kilos équivalents CO₂ par kilo de viande vive, contre 17,7 kilos actuellement »*, indique Benoît.

Quand on lui demande si un but aussi modeste est réellement à la hauteur des enjeux climatiques, l'agriculteur se renfrogne un peu. *« En France on veut toujours laver plus blanc que blanc, et malheureusement cela peut desservir notre agriculture, lâche-t-il. On a déjà des coûts de production plus importants que dans d'autres pays*

et on retrouve sur le marché français des aliments produits ailleurs avec des méthodes non autorisées chez nous. »

Le Rubicon que personne à Cournon ne semble disposé à franchir pour venir au secours du climat, c'est celui d'une réduction de la production. **De nombreuses études récentes** considèrent pourtant une baisse drastique de la production animale comme une nécessité pour enrayer le changement climatique.

Mathieu Velghe, directeur du programme d'audit « *Life Beef Carbon* », mis en place par l'Institut de l'élevage (Idele), l'admet : *« Nous avons pour objectif de maintenir la production de viande au niveau actuel. Le but est d'émettre moins tout en conservant le même potentiel de production. »*

« Avec de l'efficacité, nous pouvons atteindre 15%, voire 20% de réduction des émissions de gaz à effet de serre, plaide-t-il. Ce n'est peut-être pas le -50% espéré par certains, mais quelle filière économique est capable de présenter un objectif de -15 à -20% ? Je n'en connais pas. »



Le ministre de l'agriculture, Julien Denormandie, au Sommet de l'élevage le 5 octobre. © NC / Mediapart

On ne touche pas à la production ! Le ministre de l'agriculture, Julien Denormandie, a bien entendu le message lors d'une conférence sur le « Pacte vert » européen, organisée au premier jour du Sommet de l'élevage. *« Les objectifs du Green Deal européen conduisent à une diminution de 10 à 15% de la production agricole en Europe, à une augmentation des importations et à une hausse des coûts de l'alimentation. C'est le contraire de la souveraineté alimentaire. Qu'allez-vous faire ? »*, a interpellé, sous les ovations de la salle, Christiane Lambert, présidente

de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), **le syndicat majoritaire**, qui défend une approche productiviste de l'agriculture.

Le 18 octobre prochain, le Parlement européen doit voter le texte « *De la ferme à la fourchette* », déclinaison pour l'agriculture de ce « Pacte vert » censé conduire à une baisse des émissions de gaz à effet de serre du continent européen d'au moins 55% d'ici à 2030 (par rapport aux niveaux de 1990), puis à la neutralité carbone en 2050.

À l'approche de ces nouvelles orientations, le ministre a fait profil bas face aux éleveurs. « *Ma vision est claire, et c'est une vision de souveraineté* », a-t-il assuré, avant de souligner que le pacte européen était avant tout une vision politique dont la traduction en réglementation n'interviendrait pas avant « *un an et demi à deux ans* ». « *Tout va se jouer dans les textes législatifs, c'est là qu'il va falloir faire très attention* », a-t-il ajouté.

Interrogée par Mediapart, Christiane Lambert assure « *comprendre l'orientation vers plus de durabilité* ». « *Là où il y a un problème, c'est sur les niveaux des objectifs fixés : selon différentes études, ces objectifs vont se traduire par une baisse de la production européenne, donc une augmentation de la dépendance aux importations* », estime-t-elle.

« *Nous, nous sommes persuadés qu'il faut produire plus, avec moins d'impact, et que c'est possible avec plus de technique et de technologie. On sait déjà produire avec beaucoup moins d'eau qu'avant* », indique la dirigeante de la puissante fédération. « *On nous dit de produire moins à un moment où la FAO [l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture– ndlr] clame qu'il faut produire plus. Produire moins, c'est produire de la faim.* »

L'argumentaire de la FNSEA n'impressionne pas Jean-Pierre Chassang. « *Ce qu'oublie de dire les partisans de l'agriculture productiviste, c'est que notre surproduction subventionnée, nous l'exportons*

en Afrique ou en Inde, et qu'ainsi nous tuons les agricultures autochtones et vivrières. Sous couvert de nourrir le monde, on l'affame », rétorque l'éleveur.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Lui n'a pas voulu venir à Cournon, où son syndicat, la Confédération paysanne, ne dispose même pas d'un stand. Trop cher d'y présenter une bête, et puis c'est « *une machine à rêves, où on pousse les gens à investir en leur présentant du matériel haut de gamme* », résume-t-il. Il faut donc se rendre au fin fond de la Margeride, dans l'est du Cantal, pour entendre un peu de contradiction à la *doxa* de la FNSEA.

Propriétaire d'une trentaine de vaches laitières de races rustiques – abondances, ferrandaises et vosgiennes –, ainsi que d'une vingtaine de génisses, le quadragénaire défend un autre modèle de production, fondé sur l'adaptation aux capacités initiales de son exploitation, qui a atteint la neutralité carbone, et non sur la recherche à tout prix de gains de productivité, à coups de génétique, d'engrais et de mécanisation.

Ses vaches à lui ne produisent guère chaque année que 3 500 litres de lait – bio – par bête, soit trois fois moins que les championnes présentées à Cournon, aux mamelles gonflées comme les muscles d'un culturiste sous stéroïdes. Et pourtant, avec sa compagne Gaëlle, Jean-Pierre arrive à tirer deux salaires de son exploitation, soit autant que des fermes aux troupeaux autrement plus grands et plus productifs.

« *Aujourd'hui, qu'on ait 30, 100 ou 150 vaches, on gagne la même somme. Parce que dès qu'on passe à de grands troupeaux, il y a de gros investissements. Idem quand on achète des vaches hyper-productives : elles sont aussi hyper-exigeantes en soins et en nourriture, impliquant plus d'intrants alimentaires et de fertilisants pour les prairies, explique-t-il. On ne jure plus que par la production, le chiffre d'affaires. Mais le chiffre d'affaires n'a jamais fait le revenu.* »

Jean-Pierre en est convaincu, la filière bovine pourrait parfaitement s'en sortir en produisant moins et en privilégiant la qualité, dans des fermes moins grosses, misant sur la résilience des troupeaux plutôt que sur leur rendement. Une option qui garantit, selon lui,

une meilleure qualité de vie aux exploitants. Mais pour cela, il faut parvenir à s'extraire de la spirale investissement-endettement, à laquelle il a lui-même échappé pour partie par choix, pour partie du fait des circonstances.

« *Je ne suis pas entré dans cette spirale car j'ai dû quitter l'école pour faire tourner la ferme en raison des problèmes de santé de mon père. Du coup, je n'ai pas eu mes diplômes agricoles, et je n'ai pas eu droit aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs, se souvient l'éleveur. Quand on ne demande pas ces aides-là, on n'a pas de lavage de cerveau, on n'est contraint par rien.* »

Le message du paysan cantalou ne laisse pas indifférent, jusque dans les stands de Cournon. « *Aujourd'hui, est-ce que notre ferme est un modèle*

d'avenir ? Je ne sais pas. Moi, mon rêve, ça n'a jamais été de me dire : je veux une grosse ferme. Pour moi, ce qui compte, c'est la qualité de vie, et le bien-être de nos animaux, commente Mikaël Cordier, à la tête d'un troupeau de 270 bêtes situé à Chaveyriat, dans l'Ain. Ce qui fait que notre ferme grossit, c'est que, quand vous vous installez, on vous oblige à nous mettre aux normes. Ça vous engage à faire des investissements. Pour les rembourser, il faut mettre en place certains niveaux de production. Vous entrez dans un engrenage. »

Mais son fils, décidé à poursuivre sur la voie de l'élevage, fera probablement autrement. « *Il prendra sa petite ferme. Nous travaillerons ensemble parce que nous ne serons pas loin, mais nous ne nous agrandirons pas* », affirme l'agriculteur, conscient que la course à la production appartient peut-être au passé.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.